



CANADA
MEDIA FUND

FONDS DES MÉDIAS
DU CANADA

PROGRAMME DES ENVELOPPES DE RENDEMENT

PRINCIPES DIRECTEURS

2023-2024

Veillez noter qu'en vue d'atténuer les perturbations engendrées par la pandémie de COVID-19 au sein de l'industrie des écrans, certaines exceptions précises énoncées dans les [Mesures d'assouplissement des programmes 2023-2024 du FMC en réponse à la COVID-19](#) peuvent s'appliquer aux présents Principes directeurs.

Veillez vous référer à ce document distinct pour déterminer si des mesures d'assouplissement s'appliquent aux exigences, aux montants de contribution et aux règles énoncés ci-dessous.

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants	3
Présentation des documents	3
Non-conformité aux Principes directeurs	3
Fausse déclaration	4
Renseignements d'auto-identification PERSONA-ID	4
2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DES ENVELOPPES DE RENDEMENT	5
COMMENT LIRE LES PRÉSENTS PRINCIPES DIRECTEURS	5
2.1 INTRODUCTION	5
2.1.1 Définitions applicables au Programme des enveloppes de rendement : Télédiffuseur canadien, Production affiliée à un télédiffuseur, Production interne, Projet issu d'une Communauté reflétant la diversité et Production régionale	6
2.1.2 Catégories linguistiques applicables à la composante télévision et doubles tournages	8
2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	8
2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	9
2.3.1 Contribution provenant de l'enveloppe de rendement	9
2.3.2 Dépenses admissibles	9
2.3.2.1 Transactions entre "Parties apparentées"	10
2.3.2.1.1 Doublage et sous-titrage	10
2.3.2.1.2 Dépenses liées à la mise en marché	10
2.3.2.1.3 Émissions pilotes et séries	11
2.3.2.1.4 Prix	11
3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT	12
3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES	12
3.2 PROJETS ADMISSIBLES	12
3.2.TV La composante télévision	13
3.2.TV.1 Exigences fondamentales	13
3.2.TV.1.1 Coproductions audiovisuelles régies par un traité	13
3.2.TV.2 Genres	14
3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens	14
3.2.TV.4 Exigences diverses	15
3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles	16
3.2.TV.5.1 Exigences seuil en matière de droits de diffusion	18
3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion	21
3.2.TV.5.3 Traitement des droits d'exploitation supplémentaires	22
3.2.MN Composantes médias numériques	23
3.2.MN.1 Contenu canadien	24
3.2.MN.2 Contenu non admissible	24
3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens	24
3.2.MN.4 Financement du télédiffuseur	24
3.2.MN.5 Exigences diverses	24

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux Requérants (tels qu'ils sont définis dans la section 3.1) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ses programmes, Principes directeurs et contrats. L'interprétation du FMC prévaudra également pour déterminer si les Requérants et/ou projets respectent l'esprit et l'intention de chacune des politiques du FMC.

Tous les Requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées dans l'Annexe B des Principes directeurs du FMC et peuvent également être consultées dans le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les Annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter que ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour de ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca.

Présentation des documents

Le Requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le Requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un Requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au Requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un Requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du Requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les projets ultérieurs du Requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le Requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties;
- le Requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au Requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les Requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

Renseignements d'auto-identification PERSONA-ID

Le système d'auto-identification PERSONA-ID permet aux individus de transmettre leurs renseignements personnels directement et de façon sécurisée au Fonds des médias du Canada (FMC).

Le FMC s'appuie exclusivement sur les données d'auto-identification associées au numéro PERSONA-ID de chaque individu pour déterminer (le cas échéant) l'admissibilité à ses programmes, les portions réservées des budgets des programmes, pour calculer les crédits des enveloppes de rendement et de développement et les points dans les grilles d'évaluation, et/ou à des fins statistiques et analytiques.

Tous les renseignements d'auto-identification en lien avec les projets soumis dans PERSONA-ID sont communiqués conformément [aux Conditions d'utilisation et à la politique de confidentialité de PERSONA-ID](#).

Pour de plus amples renseignements sur PERSONA-ID, veuillez consulter [la page PERSONA-ID du FMC](#).

2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DES ENVELOPPES DE RENDEMENT

COMMENT LIRE LES PRÉSENTS PRINCIPES DIRECTEURS

Les projets du Volet convergent peuvent comprendre une composante télévision et une ou plusieurs composantes médias numériques. L'admissibilité et les exigences techniques de ces deux composantes peuvent être très différentes. Dans les Principes directeurs qui suivent, les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante télévision sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .TV »; les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante médias numériques sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .MN ». Les sections portant sur les exigences globales relatives aux projets convergents (c'est-à-dire englobant les composantes télévision et, le cas échéant, médias numériques) sont identifiées par une numérotation exempte des symboles « .TV » ou « .MN ».

2.1 INTRODUCTION

Le Programme des enveloppes de rendement, qui fait partie intégrante du Volet convergent du FMC, octroie des allocations d'enveloppes financières aux Télédiffuseurs canadiens (voir la section 2.1.1), qui sont les mieux placés pour décider quels projets sont susceptibles de connaître le plus de succès. Le mécanisme des allocations d'enveloppes permet au FMC de déboursier des fonds de manière opportune, efficace et axée sur le marché, en partenariat avec les Télédiffuseurs canadiens. Bien que les allocations d'enveloppes soient attribuées aux Télédiffuseurs canadiens, l'aide financière du FMC est versée directement aux Requérants.

Les Projets admissibles (voir la section 3.2) dans le cadre du Programme des enveloppes de rendement peuvent être convergents : ils peuvent comporter une composante télévision admissible (voir la section 3.2.TV) et peuvent également comporter un contenu multiplateforme connexe, notamment une composante médias numériques. Le FMC participe aux Projets admissibles dans le cadre de ce programme par l'intermédiaire des allocations d'enveloppes de rendement, qui sont des attributions de fonds du FMC versées aux Télédiffuseurs canadiens ayant de l'expérience en matière de programmation canadienne. Les Télédiffuseurs canadiens sélectionnent les Projets admissibles qui bénéficieront des fonds de leur allocation d'enveloppe de rendement, jusqu'à concurrence du montant maximal des fonds qui leur sont alloués et sous réserve de la contribution maximale consentie par projet (voir la section 2.3.1) et d'autres restrictions particulières. Les Télédiffuseurs canadiens sont libres d'utiliser leur allocation d'enveloppe de rendement pour financer des composantes télévision et médias numériques admissibles (voir la section 2.3.1). Les Télédiffuseurs canadiens qui n'ont pas d'allocation d'enveloppe de rendement pourraient être admissibles à l'option d'accès parallèle (voir la section E.1.1 du [Guide des enveloppes de rendement](#)).

Pour bénéficier du soutien financier d'une allocation d'enveloppe de rendement, un projet doit répondre à tous les critères d'admissibilité et à toutes les exigences relatives au genre énoncés dans les Principes directeurs du FMC. Il doit également obtenir des droits de diffusion admissibles (voir la section 3.2.TV.5) respectant les exigences seuil en matière de droits de diffusion qui s'appliquent (voir la section 3.2.TV.5.1). Les montants de la contribution maximale ou des exigences seuil en matière de droits de diffusion, selon le cas, sont calculés en fonction des dépenses admissibles d'un projet (voir la section 2.3.2).

Une demande de financement peut être déposée avant que la totalité du financement global du projet soit confirmée à 100 %. Cependant, au moment du dépôt, la demande doit tout de même inclure les éléments justificatifs concernant :

- le montant des contributions provenant de l'enveloppe de performance et la somme de tous les droits de diffusion contribuant à l'atteinte de l'exigence seuil;
- la confirmation d'un minimum de 60 % du total du financement canadien du projet (joindre un plan de financement viable pour la part de financement manquante).

Le Requérant devra confirmer la totalité du financement du projet par voie d'ententes dûment signées au plus tard à la date limite finale de dépôt des demandes du programme.

Enfin, les Télédiffuseurs canadiens sont tenus de consacrer un pourcentage minimal des sommes de leur enveloppe de rendement à des projets qui emploient un nombre déterminé de personnes s'identifiant en tant que femmes dans les postes clés (voir la section C.2.7 du [Guide des enveloppes de rendement](#)).

Pour des informations sur l'administration des enveloppes de rendement, y compris sur la méthode de calcul des enveloppes, les allocations et la marge de manœuvre selon le genre, les politiques de transfert et autres renseignements, consultez le [Guide des enveloppes de rendement](#) que vous trouverez dans le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca.

2.1.1 Définitions applicables au Programme des enveloppes de rendement : Télédiffuseur canadien, Production affiliée à un télédiffuseur, Production interne, Projet issu d'une Communauté reflétant la diversité et Production régionale

Télédiffuseur canadien

Les entités suivantes seront considérées comme des « Télédiffuseurs canadiens » :

- a. une entreprise de programmation canadienne, publique ou privée, autorisée à être exploitée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)¹;
- b. un service en ligne² détenu, contrôlé et exploité par une entreprise de programmation canadienne titulaire d'une licence de diffusion du CRTC;
- c. un service en ligne détenu³, contrôlé et exploité par une entreprise canadienne de distribution de radiodiffusion (« **EDR** ») titulaire d'une licence de diffusion du CRTC;
- d. un service de vidéo sur demande (VSD) titulaire d'une licence de diffusion du CRTC.

Production affiliée à un télédiffuseur

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est un Requérant, selon les termes de la section 3.1(1), qui est affilié à un Télédiffuseur canadien (le FMC emploie la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*). Les Productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un Télédiffuseur canadien dont les droits de diffusion ont été acquis par leur ou leurs Télédiffuseurs canadiens affiliés.

Production interne

Les Productions internes sont des projets produits et sous propriété d'un Télédiffuseur canadien.

La portion de l'enveloppe que les Télédiffuseurs canadiens peuvent affecter aux Productions affiliées et aux Productions internes est limitée. Un maximum de 25 % des allocations combinées des quatre genres admissibles (documentaires, dramatiques, enfants et jeunes, variétés et arts de la scène) et la marge de manœuvre sera affecté à des Productions affiliées et à des Productions internes.

Les Télédiffuseurs canadiens membres d'un groupe de télédiffusion dont les allocations d'enveloppe de rendement combinées sont inférieures à 5 millions de dollars et les télédiffuseurs éducatifs ne sont pas concernés par cette règle (voir la section C.2.8 du [Guide des enveloppes de rendement](#)).

¹ Y compris les télédiffuseurs exemptés par le CRTC par l'*Ordonnance de radiodiffusion CRTC 2015-88*.

² Y compris les services accessibles par boîtier décodeur.

³ Y compris les services accessibles par boîtier décodeur.

Projet issu d'une Communauté reflétant la diversité

Un Projet issu d'une Communauté reflétant la diversité est un projet pour lequel :

- le contrôle final sur tous les points liés à la société requérante⁴ et au projet;
- et au moins 51 % des droits de propriété de la société requérante et des droits d'auteur du projet;

sont détenus par un membre (ou plusieurs membres) d'une (ou d'une combinaison) des différentes Communautés reflétant la diversité indiquées ci-dessous.

Aux fins des Principes directeurs 2023-2024 du FMC, le terme « Communauté reflétant la diversité » fait référence aux groupes suivants :

- a) Les Autochtones du Canada (c'est-à-dire les communautés des Premières Nations, des Inuits et de la Nation métisse).
- b) Les Communautés racisées (c'est-à-dire les personnes afro-descendantes ou noires et les personnes non blanches ou non originaires d'Europe);
- c) Les membres de la communauté 2SLGBTQ+;
- d) Les personnes en situation de handicap.

Le FMC définit chacun de ces groupes de façon détaillée dans l'[Annexe A](#) aux présents Principes directeurs.

Pour plus de clarté, le ou les membres issus de Communautés reflétant la diversité de la société requérante doivent :

- i) exercer un contrôle total sur les aspects créatifs, artistiques, techniques et financiers de la composante télévision;
- ii) avoir participé activement au développement de la composante télévision.

Le projet n'est pas considéré comme un Projet issu d'une Communauté reflétant la diversité lorsque le pouvoir décisionnaire et le contrôle final de la société requérante et du projet ne sont pas détenus par un ou des membres de Communautés reflétant la diversité. Le FMC se réserve le droit de demander des documents supplémentaires (notamment concernant les règlements et statuts de la société) pour s'assurer que les critères concernant la propriété et le contrôle sont respectés.

Production régionale

Aux fins du Programme des enveloppes de rendement, les termes « région » ou « régionale » englobent toute partie du Canada située à plus de 150 km de Toronto, pour les projets en langue anglaise, ou de Montréal, pour les projets en langue française, en empruntant la route la plus raisonnablement courte. Selon le FMC, une Production régionale se définit comme suit :

- a) la très grande majorité des prises de vues principales⁵ pour la composante télévision est tournée en région, hormis les exceptions appropriées pour les documentaires;
- b) le Requérant est établi en région, et son siège social est situé en région :
 - i) il exerce un contrôle absolu sur les aspects créatifs, artistiques, techniques et financiers de la composante télévision ou, s'il s'agit d'une coproduction régionale-non régionale, le Requérant régional exerce un contrôle proportionnel aux droits d'auteur qu'il détient;

⁴ Y compris le conseil d'administration de la société requérante

⁵ Pour les projets d'animation, la très grande majorité des travaux d'animation clé doit être accomplie en région.

- ii) dans le cas d'une coproduction régionale-non régionale, le Requérant régional détient au moins 51 % des droits d'auteur de la composante télévision;
- iii) dans le cas d'une coproduction régionale-non régionale, le Requérant régional partage équitablement les honoraires des productrices ou producteurs et les frais d'administration;
- iv) il possède et contrôle initialement les droits de distribution de la composante télévision et conserve un intérêt financier permanent dans la composante télévision ou, s'il s'agit d'une coproduction régionale-non régionale, les marchés et les revenus potentiels sont partagés équitablement en fonction de la participation financière de chaque entité de coproduction;
- v) il a participé activement au développement de la composante télévision.

Le projet n'est pas considéré comme une Production régionale si la composante télévision est contrôlée à l'extérieur de la région et si les décisions de production sont prises hors de la région.

2.1.2 Catégories linguistiques applicables à la composante télévision et doubles tournages

Pour le Programme des enveloppes de rendement, le FMC applique des barèmes différents aux montants de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion, de la contribution maximale, des durées maximales et d'autres calculs selon la langue de la version originale de la composante télévision du projet.

Les Projets admissibles peuvent recevoir une aide à la fois d'une allocation d'enveloppe de rendement de langue française et d'une allocation d'enveloppe de rendement de langue anglaise, dans les cas suivants :

- a) Lorsqu'un projet en prises de vue réelles est tourné simultanément en anglais et en français (un double tournage), l'anglais et le français sont considérés comme les deux langues de la version originale. À ce titre, les dépenses admissibles du projet sont divisées comme suit : les deux tiers des dépenses admissibles sont attribués à la portion de langue anglaise et un tiers est attribué à la portion de langue française. Chaque portion est assujettie aux montants de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale associés à sa catégorie linguistique respective. Par conséquent, les droits de diffusion des télédiffuseurs de langue française et de langue anglaise doivent respecter les exigences seuil en matière de droits de diffusion applicables en fonction de la portion linguistique des dépenses admissibles, et chaque Télédiffuseur canadien est assujéti aux montants de la contribution maximale applicable pour cette portion. Les calculs d'enveloppes de rendement applicables seront fondés sur la portion spécifique des dépenses à laquelle elles se rapportent.
- b) Dans tous les autres cas, la catégorie linguistique applicable sera une seule langue, déterminée en fonction de la langue originale de production du Projet admissible. Lorsqu'une production est doublée dans une autre langue, la langue du doublage n'est pas la langue originale de production. Par souci de clarté, précisons que, dans le cas des productions d'animation, la langue originale de production sera déterminée par la langue du Télédiffuseur canadien ayant engagé les droits de diffusion admissibles les plus élevés pour le projet.

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Le Programme des enveloppes de rendement peut offrir à un Projet admissible une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital, suivant une formule établie.

Les suppléments de droits de diffusion complètent les droits de diffusion en espèces payés au Requérant par le Télédiffuseur canadien. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du Télédiffuseur canadien pour le Projet admissible et ne sont pas récupérables. La participation au capital est un investissement en espèces, ce qui signifie que le FMC acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions du Projet admissible. La participation au capital est récupérable

et assujettie à une structure de récupération standard non négociable (laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FMC — voir l'[Annexe B](#)).

La première contribution du FMC à un Projet admissible prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 20 % des dépenses admissibles du Projet admissible.

Tout montant de contribution du FMC supérieur à ce maximum de 20 % prendra la forme d'une participation au capital jusqu'à concurrence des montants indiqués dans la section 2.3.1 ci-dessous (supplément de droits de diffusion et participation au capital combinés). Le FMC considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 100 000 \$ est insuffisante pour un investissement en capital. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 100 000 \$ sera automatiquement convertie en supplément de droits de diffusion.

Les contributions du FMC peuvent être combinées aux fins du financement d'un Projet admissible à partir de plusieurs enveloppes de rendement. La contribution totale combinée du FMC provenant de l'ensemble des enveloppes de rendement doit respecter les montants de la contribution maximale applicables et la contribution totale combinée du FMC provenant de l'ensemble des enveloppes de rendement doit respecter la répartition du supplément de droits de diffusion et de la participation au capital décrite ci-dessus.

2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

2.3.1 Contribution provenant de l'enveloppe de rendement

Les Télédiffuseurs canadiens peuvent choisir la portion de leur allocation d'enveloppe de rendement qu'ils souhaitent octroyer à un Projet admissible dans la limite des fonds qui leur sont alloués et sous réserve des montants de la contribution maximale par projet et des autres restrictions spécifiées.

La contribution maximale du FMC dans le cadre du Programme des enveloppes de rendement s'établit ainsi :

- Tous les Télédiffuseurs canadiens (autres que les télédiffuseurs éducatifs) : 49 % des dépenses admissibles du Projet admissible; et
- Télédiffuseurs éducatifs seulement (Knowledge Network, Télé-Québec, TFO et TVO) : 60 %⁶ des dépenses admissibles du Projet admissible.

Il n'y a pas de montant de contribution minimale des allocations d'enveloppes de rendement à un Projet admissible.

Dans le cas des coproductions audiovisuelles régies par un traité, la contribution maximale du FMC pour le Projet admissible sera calculée en fonction du moindre des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis total du Projet admissible et les dépenses admissibles de la part canadienne du coût final du Projet admissible, telles qu'accréditées par le service Relations d'affaires et certification de Téléfilm Canada.

2.3.2 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de production d'un Projet admissible ou dans le rapport final de coûts, selon le cas (y compris les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées comme nécessaires par le FMC⁷, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC.

⁶ Ce pourcentage de contribution ne sera pas accessible dans les cas où des télédiffuseurs éducatifs canadiens acquièrent des droits de diffusion d'un projet en partenariat avec des Télédiffuseurs canadiens qui ne sont pas des télédiffuseurs éducatifs.

⁷ Les cadeaux offerts au public ne constituent pas des dépenses de mise en marché admissibles en vertu de la section 2.3.2.TV.2 ci-dessous, cependant les cadeaux offerts à une communauté autochtone dans le cadre d'une pratique culturelle mentionnée dans le guide de production médiatique [Protocoles et chemins cinématographiques](#) seront considérés comme des dépenses admissibles.

À compter de 2023-2024, pour les projets financés dans le cadre du présent programme, le FMC considérera comme admissibles des coûts raisonnables engendrés par des activités et pratiques destinées à favoriser la durabilité environnementale ou par l'embauche de personnel à des postes dédiés à ces activités et pratiques.

S'il y a lieu, les dépenses relatives à la composante MN admissible⁸ doivent être portées au poste 85 dans le devis de la composante télévision. Elles seront intégrées au devis des dépenses admissibles de la composante télévision et seront traitées comme un seul ensemble de dépenses admissibles en ce qui a trait :

- au contrat de financement du Requérant avec le FMC;
- au ratio de supplément de droits de diffusion et de participation au capital fourni par le FMC;
- à l'exigence seuil en matière de droits de diffusion (section 3.2.TV.5.1);
- aux montants de la contribution maximale (section 2.3.1).

La participation du FMC est calculée d'après les dépenses admissibles d'un Projet admissible et l'évaluation des dépenses admissibles du Projet admissible sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se fondant sur les devis du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis de production, à condition que cette augmentation ait été approuvée par le Télédiffuseur canadien qui contribue aux droits de diffusion admissibles du projet; elles excluent cependant de telles augmentations si celles-ci n'ont pas été approuvées.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans l'[Annexe B](#) des présents Principes directeurs.

2.3.2.1 Transactions entre Parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre Parties apparentées doit être :

- a) divulgué au FMC;
- b) conforme aux [Exigences en matière de comptabilisation et de présentation](#) du FMC en vigueur.

2.3.2.TV.1 Doublage et sous-titrage

Les composantes télévision pour lesquels des droits de télédiffusion au Canada dans l'autre langue officielle (anglais ou français, selon le cas) ont été ou seront acquis avant la livraison au Télédiffuseur canadien de la première fenêtre de diffusion devront être, conformément aux exigences du FMC, doublées ou sous-titrées au Canada, en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions audiovisuelles régies par un traité.

Le FMC exige que les coûts de doublage et de sous-titrage soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers à la composante télévision. Le FMC ne participera pas, par l'entremise de ce programme, aux frais de doublage et de sous-titrage engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers.

⁸ Y compris les frais d'entretien et d'amélioration prévus dans le devis portant sur une période pouvant aller jusqu'à 12 mois après le lancement de la composante médias numériques.

2.3.2.TV.2 Dépenses liées à la mise en marché

Les dépenses admissibles du Projet admissible peuvent inclure :

- les coûts de publicité engagés durant la production du projet (p. ex., les photos de production, l'embauche d'une agente ou d'un agent de publicité pour organiser des interviews);
- la participation aux marchés nationaux et internationaux liés à l'industrie afin de stimuler les ventes du Projet admissible et de générer des revenus;
- l'inscription à des galas ou des événements de remise de prix pertinents.

Les dépenses admissibles du Projet admissible liées à la mise en marché pourront atteindre un maximum de 5 % des catégories B + C du devis de production, jusqu'à concurrence de 400 000 \$. Toutefois, aucun plafond exprimé en pourcentage du devis ne sera imposé aux dépenses admissibles liées à la mise en marché totalisant 10 000 \$ ou moins.

Toutes les dépenses de mise en marché du Projet admissible, y compris les dépenses admissibles liées à la composante MN, s'il y a lieu, doivent être portées au poste n° 70 du devis de production.

Les dépenses de mise en marché non admissibles incluent :

- les coûts qui ont été déjà financés ou payés par un autre partenaire financier ou un organisme subventionnaire;
- la réception de fin de tournage;
- les cadeaux à l'équipe ou à la distribution;
- les cadeaux au public (p. ex., t-shirts, tasses).

2.3.2.TV.3 Émissions pilotes et séries

Les dépenses admissibles relatives aux séries peuvent inclure des dépenses d'amélioration à l'émission pilote produite précédemment si la série est subséquente à cette émission pilote.

2.3.2.TV.4 Prix

Tout prix remporté, remis, présenté ou octroyé à des individus relativement à toute production financée par le FMC, peu importe le genre, sera considéré comme une dépense non admissible, même si ce prix est vu comme étant de nature éducative.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le Requérant doit être, soit une société à but lucratif (c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada) soit un Télédiffuseur canadien (conformément à la définition de la section 2.1.1 ci-dessus) :

- a) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*;
- b) dont le siège social est situé au Canada;
- c) en règle auprès de toutes les guildes et associations de l'industrie;
- d) qui a affirmé et attesté que le projet faisant l'objet d'une demande de financement respecte la [Politique du FMC sur le positionnement narratif](#);

ET

- e) dont tous les individus qui y détiennent des droits de propriété et de contrôle ont créé un compte PERSONA-ID; le numéro PERSONA-ID de chacun des individus devra être indiqué dans la demande de financement.

Les Requérants doivent détenir et contrôler tous les droits nécessaires à la production et à l'exploitation du Projet admissible. Les entités qui fournissent des services sans être propriétaires des droits applicables ne sont pas admissibles au soutien financier du FMC.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « Requérant » englobe tout corequérant ou toute partie apparentée (tel que le terme est défini à l'[Annexe B](#)), et tout individu ou société mère, associée ou affiliée (tel que le détermine le FMC à sa discrétion), selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un « Projet admissible » à ce programme en est un dont la langue originale de production est le français ou l'anglais⁹ qui répond à tous les critères de la section 3.2 et à tous ceux de ses sous-sections.

À partir de 2023-2024, pour tous les Projets admissibles tournés en prises de vues réelles dont les Dépenses admissibles dépassent les seuils indiqués ci-dessous, il sera obligatoire de calculer les émissions de carbone générées par le projet à l'aide d'un calculateur de carbone :

- dramatiques : supérieur ou égal à 800 000 \$ par heure;
- enfants et jeunes et variétés et arts de la scène : supérieur ou égal à 750 000 \$ par heure
- documentaires : supérieur ou égal à 400 000 \$ par heure

⁹ Précisons que des exceptions pourraient être faites pour les Télédiffuseurs canadiens bénéficiant d'allocations d'enveloppe de rendement dont la programmation est diffusée en français ou en anglais (ou dans les deux langues) et dans des langues autochtones du Canada.

3.2.TV La composante télévision

La composante télévision d'un Projet admissible doit être un contenu audiovisuel linéaire qui répond aux exigences suivantes (expliquées plus en détail dans les sections suivantes) :

- les Exigences fondamentales du FMC;
- les exigences du FMC en matière de genres (voir l'[Annexe A](#));
- les exigences en matière de propriété et de contrôle;
- les exigences diverses;
- être offerte en échange de droits de diffusion admissibles qui atteignent l'exigence seuil applicable.

3.2.TV.1 Exigences fondamentales

Une composante télévision doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries (ou d'une minisérie, le cas échéant), chaque épisode devra satisfaire aux Exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FMC ou non. Le FMC peut déterminer à son entière discrétion si la composante télévision est conforme ou non aux Exigences fondamentales, et son interprétation prévaudra.

- 1) La composante télévision devra être accréditée¹⁰ par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés à la composante télévision), tel que le détermine le FMC à partir de l'échelle du BCPAC.

Remarque : Pour les Productions internes seulement, l'accréditation du projet par le CRTC à titre d'« émission canadienne » sera acceptée en lieu et place de l'accréditation du BCPAC afin de respecter l'Exigence fondamentale 1.

- 2) Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiennes ou des Canadiens.
- 3) La composante télévision est tournée au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'[Annexe A](#) pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.TV.1.1 Coproductions audiovisuelles régies par un traité

En ce qui a trait à l'admissibilité des coproductions audiovisuelles régies par un traité au financement du FMC, ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, les termes « Canadienne » et « Canadien » mentionnés dans l'Exigence fondamentale 2, et le terme « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 3 seront interprétés de manière à inclure le pays coproducteur. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 1, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des Canadiennes ou des Canadiens ou des personnes du pays coproducteur.

¹⁰ Des exceptions peuvent être accordées par le FMC aux télédiffuseurs exemptés réglementés par le CRTC par le truchement de l'Ordonnance de radiodiffusion CRTC 2015-88.

Nonobstant ce qui précède, dès qu'une composante télévision reçoit une recommandation préliminaire du service Relations d'affaires et certification de Téléfilm Canada pour être certifiée par le BCPAC en tant que coproduction audiovisuelle régie par un traité officiel, ledit projet n'est plus tenu de satisfaire aux Exigences fondamentales qui figurent aux présentes¹¹.

Pour obtenir de l'information sur les coproductions audiovisuelles régies par un traité entre le Canada et un autre territoire, veuillez consulter [les principes directeurs de Téléfilm Canada sur les coproductions internationales](#).

3.2.TV.2 Genres

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes ainsi que variétés et arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent dans l'[Annexe A](#) de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FMC : productions commanditées¹², sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télérealités, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevue, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix et galas non liés au secteur culturel¹³, reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collecte de fonds, émissions-bénéfice, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

Remarque : Il existe une certaine flexibilité pour les émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'[Annexe A](#) pour plus d'information.

3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) elle appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) elle est sous le contrôle financier de citoyennes ou citoyens canadiens ou de personnes ayant le statut de résident permanent;
- c) elle est et a été contrôlée du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à la postproduction, et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services ou d'investissement en capital). Toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;

¹¹ Si une recommandation préliminaire de certification a été reçue service Relations d'affaires et certification de Téléfilm Canada à l'égard de la composante télévision, mais que le BCPAC n'octroie pas à cette dernière la certification de coproduction audiovisuelle régie par un traité en dernière analyse, le défaut de la composante télévision de satisfaire à tous les critères d'admissibilité applicables du FMC sera considéré comme un cas de défaut aux termes du contrat de financement du FMC.

¹² Le FMC utilisera la définition de la section 4.03.08 intitulée « De la publicité » des [Lignes directrices sur la présentation des demandes – CIPC](#) du Bureau de la certification des produits audiovisuels canadiens comme outil de référence pour évaluer les paramètres d'une « production commanditée ».

¹³ Les remises de prix et galas liés au secteur culturel sont admissibles s'ils répondent à la définition de variétés du FMC.

- e) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation nécessaires pour produire le projet; ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les Télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas), et il conserve également un intérêt financier permanent dans la composante télévision.

3.2.TV.4 Exigences diverses

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) elle doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable;
- b) si les émissions contiennent des narrations, des dialogues ou des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés¹⁴ pour les personnes malentendantes; des exceptions peuvent être autorisées pour les composantes télévision qui s'adressent aux enfants de moins de cinq ans, pour les projets en langues autochtones n'utilisant pas l'alphabet romain et pour les productions tournées en direct;
- c) le cas échéant, elle doit être réalisée conjointement à une ou des composantes médias numériques pertinentes et cohérentes. La pertinence et la cohérence seront déterminées en fonction de la nature de la composante télévision et de l'équilibre relatif entre la composante télévision et la ou les composantes médias numériques. En outre, le projet doit offrir une expérience cohérente qui augmente cumulativement l'engagement de l'auditoire envers le projet dans son ensemble. Le FMC déterminera au cas par cas si la composante télévision et sa ou ses composantes médias numériques sont cohérentes et pertinentes.
- d) il s'agit d'une nouvelle production; une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment; dans le cas d'une série, le FMC prendra en considération le cycle entier afin de déterminer si le projet est un montage ou non (par exemple, quelques épisodes présentant un recueil des meilleures scènes, un documentaire de tournage ou des épisodes récapitulatifs peuvent être permis). Les composantes télévision comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérées comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour la composante télévision;
- e) d'une manière générale, le FMC s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue ou d'animation clé des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent; des exceptions pourraient être autorisées, par exemple, pour des composantes télévision devant capter des événements à un moment précis ou dont la production doit commencer pendant la période au cours de laquelle le FMC ne reçoit pas de demande de financement (p. ex., de décembre à mars);

Remarque : Un requérant qui déciderait d'entreprendre la production avant la confirmation du financement du FMC le ferait à ses propres risques.

¹⁴ S'il y a lieu, selon la plateforme.

- f) ni la composante télévision, ni aucune version de celle-ci, ne doit avoir été diffusée ni présentée sur quelque plateforme avant la présentation de la demande de financement au FMC.
- g) Le FMC encourage tous les Requérants qui travaillent avec des Inuits, des membres de la Nation métisse ou des Premières Nations, ou dont les projets sont en lien avec les cultures, les concepts et les histoires de ces communautés, à respecter les principes directeurs et les pratiques exemplaires énoncés dans le guide de production médiatique [Protocoles et chemins cinématographiques](#).
- h) Le FMC encourage tous les Requérants à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, à utiliser des technologies propres et à réduire l'utilisation des ressources non renouvelables durant la création et l'exploitation de leurs projets.

3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles

La composante télévision doit, au moment du dépôt de la demande, avoir des droits de diffusion admissibles répondant aux exigences seuil applicables en matière de droits de diffusion (voir la section 3.2.TV.5.1).

Les droits de diffusion admissibles sont :

- a) des droits en espèces;
- b) acquittés par un Télédiffuseur canadien;
- c) payés au Requérant qui fait une demande au FMC;
- d) en échange du droit de diffusion canadien;
- e) tous accordés dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats courants ayant force légale, c'est-à-dire une ou des ententes de télédiffusion.

Remarque : Le FMC examinera l'applicabilité de cette section aux Productions internes au cas par cas.

Certains aspects des droits de diffusion admissibles sont décrits ci-dessous.

a) Droits en espèces

Les droits en espèces doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquis à la juste valeur du marché et non récupérables. Les droits ne peuvent inclure des installations, des biens ou des services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le Requérant, des sommes liées à des dons ou des commandites que le Requérant aurait négociées et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement un droit de diffusion en espèces. Les droits ne peuvent être réduits une fois que le FMC a conclu un contrat de financement de la production avec le Requérant. Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un Télédiffuseur canadien de contribuer à la production admissible en participant au capital ou en offrant des services ou des installations ou en versant d'autres droits, en plus de sa contribution en espèces pour l'achat des droits de diffusion.

Lorsque l'attribution de droits de diffusion dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur des droits de diffusion, le FMC peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale des droits de diffusion afin de déterminer les montants des droits de diffusion admissibles utilisés pour calculer l'exigence seuil en matière de droits de diffusion; cette décision sera prise au cas par cas.

b) Télédiffuseur canadien

Un Télédiffuseur canadien, conformément à la définition contenue dans la section 2.1.1 ci-dessus.

c) Requérant soumettant une demande au FMC

Voir la section 3.1. Les droits de diffusion admissibles peuvent être payés par le Télédiffuseur canadien directement au Requérant ou indirectement, par le truchement d'un intermédiaire canadien affilié au Requérant et au Télédiffuseur canadien.

d) Droit de diffusion canadien

Le droit de diffusion canadien est le droit d'un Télédiffuseur canadien de diffuser ou de rendre accessible la composante télévision du Projet admissible sur toute plateforme de radiodiffusion et en ligne qu'il détient, exploite et contrôle au Canada dans la langue du télédiffuseur concerné, et ce, pour la durée maximale prévue.

Le droit de diffusion canadien ne peut inclure :

- i) des droits de diffusion pour des territoires situés en dehors du Canada;
- ii) des droits d'exploitation supplémentaires (voir la définition ci-dessous dans la section 3.2.TV.5.3) pour des territoires canadiens ou non canadiens;
- iii) des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération dans le cadre du Projet admissible;
- iv) des droits d'une durée excédant la durée maximale prévue dans la section 3.2.TV.5.2 ci-dessous.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible (au sens de la Politique de récupération normalisée du FMC — voir l'[Annexe B](#)) affilié au Télédiffuseur canadien peut acquérir des droits autres que le droit de diffusion canadien à condition que ces droits ne fassent pas partie des droits acquis en échange des droits de diffusion admissibles. Tous ces droits doivent être évalués et payés séparément du droit de diffusion admissible.

Par souci de clarté, précisons que les droits d'exploitation supplémentaires définis à la section 3.2.TV.5.3 ci-dessous ne s'appliqueront qu'aux différents droits dérivés d'exploitation et ne consisteront pas simplement en un accès additionnel aux revenus ou à la récupération liés au droit de diffusion canadien ou aux droits d'exploitation supplémentaires mêmes, que le FMC ait participé au capital d'un projet ou non. Les télédiffuseurs ne peuvent récupérer des revenus d'exploitation que s'ils ont investi financièrement dans la structure financière d'un projet.

e) Durée et conditions de l'entente de télédiffusion

Une entente de télédiffusion :

- i) doit inclure, dans les 18 mois qui suivent l'achèvement et la livraison de la composante télévision¹⁵, un engagement sans réserve du Télédiffuseur canadien à diffuser ou rendre accessible la composante télévision sur toute plateforme de radiodiffusion et en ligne qu'il détient, exploite et contrôle, sous-titrée

¹⁵ Pour les productions uniques bilingues, cette exigence sera interprétée comme signifiant dans les 18 mois suivant l'achèvement de la première version.

pour personnes malentendantes¹⁶, aux heures de grande écoute¹⁷. Si le Télédiffuseur canadien ne respecte pas ces exigences, les droits de diffusion seront considérés comme non admissibles; le FMC étudiera les demandes de prolongation de ce délai au cas par cas; selon le FMC, les « heures de grande écoute » sont de 19 h à 23 h, exception faite de certaines émissions pour les enfants et pour les jeunes décrites dans l'[Annexe A](#). Pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et des fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion de la composante télévision aux heures de grande écoute (ou, s'il y a lieu, l'engagement d'accessibilité de visionnement de la composante télévision) dans les 18 mois débute au commencement de la période de licence du télédiffuseur;

Remarque : Le FMC peut renoncer à l'exigence de diffusion ou d'accessibilité des émissions pilotes si le Télédiffuseur canadien et le Requéant consentent tous deux, une fois la composante télévision achevée et livrée, que l'émission pilote ne devrait pas être diffusée ou rendue accessible.

- ii) ne peut restreindre la capacité du Requéant d'exploiter des droits de diffusion non canadiens, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale; lorsqu'un télédiffuseur se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de licence doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au Télédiffuseur canadien; autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec une société étrangère, le télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six mois après la livraison;
- iii) ne peut inclure l'acquisition de droits en langue française par un Télédiffuseur canadien de langue anglaise ou des droits en langue anglaise par un Télédiffuseur canadien de langue française, exception faite des canaux de télédiffusion bilingues; dans de tels cas, le Télédiffuseur canadien bilingue doit déclarer au FMC le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue; la vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un Requéant d'exploiter les droits de diffusion dans l'autre langue;
- iv) ne peut conférer au Télédiffuseur canadien un droit de dernier refus pour des droits autres que ceux des fenêtres de télédiffusion supplémentaires de la composante télévision ou du cycle autorisé. Autrement dit, un Télédiffuseur canadien ne peut faire l'acquisition d'un droit de dernier refus pour les créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures de la composante télévision; les Télédiffuseurs canadiens peuvent acquérir un droit de première négociation ou de dernier refus pour des fenêtres de télédiffusion supplémentaires de la composante télévision ou du cycle autorisé.
- v) dans le cas des séries, une entente de diffusion ne peut contenir de clauses de droits co-terminus; ces clauses (qui prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement sans frais supplémentaires) sont interdites dans le contexte des ententes de droits de diffusion visant les renouvellements de séries, mais ces ententes peuvent conférer des droits de première négociation ou de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.

¹⁶ S'il y a lieu, selon la plateforme.

¹⁷ L'exigence liée à la diffusion ou à l'accessibilité aux heures de grande écoute ne doit être respectée que si la première option de diffusion d'un projet convergent du FMC est une composante télévision diffusée par une entité qui répond à l'option (a) de la définition de « Télédiffuseur canadien » telle qu'elle figure à la section 2.1.1.

3.2.TV.5.1 Exigences seuil en matière de droits de diffusion

L'« exigence seuil en matière de droits de diffusion » est le montant minimal qu'un ou des Télédiffuseurs canadiens doivent consacrer à un Projet admissible pour que celui-ci soit admissible à une aide du FMC. Les exigences seuil en matière de droits de diffusion applicables à chaque genre sont présentées ci-dessous.

DRAMATIQUES

LANGUE	PROJET		
	TYPE	DÉPENSES ADMISSIBLES	EXIGENCE SEUIL EN MATIÈRE DE DROITS DE DIFFUSION
LANGUE ANGLAISE	Tous les Projets admissibles	Moins de 800 k\$ par heure	45 % des dépenses admissibles ou 315 k\$ par heure, soit le montant le moins élevé
	Séries ou épisodes uniques	800 k\$ par heure ou plus	315 k\$ par heure
	Téléfilms et miniséries	De 800 k\$ à 1 857 143 \$ par heure	235 k\$ par heure
		Plus de 1 857 143 \$ par heure	12,5 % des dépenses admissibles
	Émissions pilotes d'une demi-heure	Plus de 700 k\$ par demi-heure	205 k\$ par demi-heure
	Émissions pilotes d'une heure	Plus de 1,75 M\$ par heure	525 k\$ par heure
	Longs métrages lancés en salles ¹⁸	Toutes	5 % des dépenses admissibles ou 230 000 \$ par projet, soit le montant le moins élevé
LANGUE FRANÇAISE	Tous les Projets admissibles, à l'exclusion des téléfilms	Moins de 250 k\$ par heure	50 % des dépenses admissibles
	Tous les Projets admissibles, à l'exclusion des téléfilms	250 k\$ ou plus par heure et moins de 800 k\$ par heure	23 % des dépenses admissibles
	Tous les Projets admissibles, à l'exclusion des téléfilms	800 k\$ par heure ou plus	20 % des dépenses admissibles ou 195 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé
	Téléfilms	Toutes	150 000 \$ par projet

¹⁸ Pour être admissibles à cette exigence seuil en matière de droits de diffusion, les Requérants sont tenus, en vue de la sortie de leur projet en salles au Canada, d'accompagner leur demande d'une entente de distribution avec un distributeur qui répond à la définition de « distributeur admissible » (tel que le terme est défini à la section Politique de récupération normalisée de l'[Annexe B](#)).

VARIÉTÉS ET ARTS DE LA SCÈNE

LANGUE	PROJET		
	TYPE	DÉPENSES ADMISSIBLES	EXIGENCE SEUIL EN MATIÈRE DE DROITS DE DIFFUSION
LANGUE ANGLAISE	Variétés et arts de la scène	Moins de 750 k\$ par heure	40 % des dépenses admissibles ou 240 k\$ par heure, soit le montant le moins élevé
		750 k\$ ou plus par heure	240 k\$ par heure
LANGUE FRANÇAISE	Variétés	Moins de 750 k\$ par heure	50 % des dépenses admissibles
		750 k\$ ou plus par heure	25 % des dépenses admissibles
	Arts de la scène	Toutes	20 % des dépenses admissibles

DOCUMENTAIRES

LANGUE	PROJET		
	TYPE	DÉPENSES ADMISSIBLES	EXIGENCE SEUIL EN MATIÈRE DE DROITS DE DIFFUSION
LANGUE ANGLAISE	Épisodes uniques et miniséries, à l'exclusion des longs métrages documentaires	Moins de 400 k\$ par heure	30 % des dépenses admissibles ou 100 k\$ par heure, soit le montant le moins élevé
	Séries	Moins de 400 k\$ par heure	40 % des dépenses admissibles ou 100 k\$ par heure, soit le montant le moins élevé
	Tous les Projets admissibles, à l'exclusion des longs métrages documentaires	Plus de 400 k\$ par heure	100 k\$ par heure
	Longs métrages documentaires	Tous	10 % des dépenses admissibles
LANGUE FRANÇAISE	Tous les Projets admissibles, à l'exclusion des longs métrages documentaires	Moins de 100 k\$ par heure	35 % des dépenses admissibles
	Tous les Projets admissibles, à l'exclusion des longs métrages documentaires	De 100 k\$ à 400 k\$ par heure	20 % des dépenses admissibles
	Tous les Projets admissibles, à l'exclusion des longs métrages documentaires	Plus de 400 k\$ par heure	15 % des dépenses admissibles ou 60 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé
	Longs métrages documentaires	Tous	10 % des dépenses admissibles

ENFANTS ET JEUNES

LANGUE	PROJET		
	TYPE	DÉPENSES ADMISSIBLES	EXIGENCE SEUIL EN MATIÈRE DE DROITS DE DIFFUSION
LANGUE ANGLAISE	Tous les Projets admissibles (Exceptés les longs métrages d'animation lancés en salles)	Moins de 750 k\$ par heure	25 % des dépenses admissibles ou 160 k\$ par heure, soit le montant le moins élevé
	Tous les Projets admissibles (Exceptés les longs métrages d'animation lancés en salles)	Plus de 750 k\$ par heure	160 k\$ par heure
	Longs métrages d'animation lancés en salle ¹⁹	Tous	5 % des dépenses admissibles ou 230 000 \$ par projet, soit le montant le moins élevé
LANGUE FRANÇAISE	Projets admissibles tournés en prises de vue réelles	Moins de 750 k\$ par heure	35 % des dépenses admissibles
	Projets admissibles tournés en prises de vue réelles	Plus de 750 k\$ par heure	15 % des dépenses admissibles
	Animation	Tous	10 % des dépenses admissibles
	Longs métrages d'animation lancés en salle ²⁰	Tous	5 % des dépenses admissibles ou 150 000 \$ par projet, soit le montant le moins élevé

Dans le cas des coproductions audiovisuelles régies par un traité, l'exigence seuil en matière de droits de diffusion du FMC sera calculée selon les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total telles qu'elles sont accréditées par le service Relations d'affaires et certification de Téléfilm Canada.

Tous les droits de diffusion admissibles utilisés aux fins des exigences seuil en matière de droits de diffusion doivent servir au financement du Projet admissible.

3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion

Le FMC déterminera la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées en contrepartie des droits de diffusion admissibles (durée maximale). Les durées maximales des périodes de diffusion, dans leur totalité et incluant les périodes avec ou sans exclusivité du Projet admissible sont établies comme suit :

- six ans pour les émissions pour enfants et jeunes, les documentaires et les émissions de variétés et des arts de la scène;
- sept ans pour les dramatiques en langue anglaise;
- cinq ans pour les dramatiques en langue française.

¹⁹ Pour être admissibles à cette exigence seuil en matière de droits de diffusion, les Requérants sont tenus, en vue de la sortie de leur projet en salles au Canada, d'accompagner leur demande d'une entente de distribution avec un distributeur qui répond à la définition de « distributeur admissible » (tel que le terme est défini à la section Politique de récupération normalisée de l'[Annexe B](#)).

²⁰ Pour être admissibles à cette exigence seuil en matière de droits de diffusion, les Requérants sont tenus, en vue de la sortie de leur projet en salles au Canada, d'accompagner leur demande d'une entente de distribution avec un distributeur qui répond à la définition de « distributeur admissible » (tel que le terme est défini à la section Politique de récupération normalisée de l'[Annexe B](#)).

La durée de la licence débute à la date prévue dans le contrat négocié entre le Requérant et le Télédiffuseur canadien. La durée de la licence est la période au cours de laquelle un Télédiffuseur canadien a le droit de diffuser une émission. Dans le cas d'une série (ou d'une minisérie, selon le cas), la durée débute à la date de diffusion du premier épisode de la série et non à la date de diffusion de chaque épisode.

Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la période d'application de la licence et la date de la première mise en ondes ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la durée des droits de diffusion d'un Télédiffuseur canadien peut aller du 1^{er} septembre 2023 au 1^{er} septembre 2029, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2023. Aux fins d'admissibilité, la durée de la licence commencera le 1^{er} septembre 2023. En aucun cas la période d'application de la licence ne pourra débiter après la première diffusion du premier épisode.

Les Requérants continuent d'avoir la possibilité d'incorporer des droits de diffusion d'une durée plus longue que la durée maximale prévue dans la structure financière. Toutefois, seule la portion des licences correspondant à la durée maximale sera utilisée dans tous les calculs du FMC, y compris pour l'évaluation des exigences seuil, l'établissement des contributions permises en vertu des enveloppes de rendement et les calculs applicables aux enveloppes de rendement. Les licences qui commencent pendant la durée maximale, mais qui s'étendent au-delà, seront réduites proportionnellement pour être conformes à la durée maximale permise pour chaque genre.

La durée maximale ne s'applique pas aux droits de diffusion acquis par des Télédiffuseurs canadiens pour des Productions affiliées et des Productions internes.

3.2.TV.5.3 Traitement des droits d'exploitation supplémentaires

Tous les droits d'exploitation supplémentaires qu'un Télédiffuseur canadien choisit d'acquérir ou qui limitent considérablement la capacité du Requérant d'exploiter le projet, en plus des droits de diffusion canadiens dont il est question dans la section 3.2.TV.5.d), doivent être identifiés et évalués séparément du droit de diffusion canadien. Ainsi, si un droit précis ne correspond pas à la définition de droit de diffusion canadien, celui-ci sera considéré comme un droit d'exploitation supplémentaire.

Les droits d'exploitation supplémentaires comprennent notamment, sans s'y limiter :

- i) la diffusion ou distribution gratuite en ligne;
- ii) la vidéo sur demande (VSD) offerte par un service titulaire d'une licence du CRTC;
- iii) la diffusion ou distribution payante en ligne, y compris la vidéo sur demande par abonnement (VSDA);
- iv) la distribution mobile ou distribution sans fil;
- v) la vente électronique ou la location numérique;
- vi) la distribution sur DVD, Blu-Ray ou tout autre appareil vidéo compact;
- vii) la distribution en salle;
- viii) la distribution hors salle (p. ex., dans les établissements d'enseignement ou à bord d'un avion);
- ix) les droits de merchandising et les droits dérivés.

Tous les droits d'exploitation supplémentaires précités et tout droit d'exploitation qui n'est pas englobé dans la liste, qu'il existe ou soit créé plus tard, ont le sens qui leur est généralement attribué, conformément aux normes de l'industrie de la télévision, des médias numériques et des communications. Les Télédiffuseurs canadiens et les Requérants sont libres de délimiter plus précisément les droits distincts relevant de ces catégories ou s'y ajoutant; néanmoins, la liste ci-dessus représente le degré minimal d'évaluation des droits distincts inclus dans une entente de télédiffusion admissible.

Tous les droits d'exploitation supplémentaires acquis par un Télédiffuseur canadien doivent être assujettis à une clause d'invalidation en cas d'inutilisation exigeant du Télédiffuseur canadien d'exploiter les droits dans les 12 mois suivant la première diffusion de la composante télévision par le télédiffuseur, faute de quoi les droits reviendront sans restriction au Requérant. Dans le cas des droits d'exploitation supplémentaires non acquis par un Télédiffuseur canadien, l'entente de diffusion conclue ne peut limiter la capacité du Requérant à exploiter les droits d'exploitation supplémentaires pour une durée supérieure à 12 mois à compter de la date de première diffusion de la composante télévision par le Télédiffuseur canadien.

Lorsque le FMC participe au Projet admissible par le biais d'un investissement en capital, les droits d'exploitation supplémentaires acquis par un Télédiffuseur canadien doivent :

- a) être exploités conformément à la Politique de récupération normalisée du FMC, le Télédiffuseur canadien agissant en tant que distributeur dans le cadre de cette politique; ou, pour les droits visés par les paragraphes i) à v) précédents seulement, le FMC peut envisager une entente de partage 50-50 du revenu brut entre le Requérant et le Télédiffuseur canadien (ou une autre entente qui, de l'avis du FMC, n'est pas moins préférable que le partage 50-50 du revenu brut); ou
- b) pour les droits visés par les paragraphes i) à iv) précédents seulement, être acquittés à leur juste valeur marchande.

Le FMC mettra cette section en œuvre de manière souple avec l'intention de favoriser la transparence dans le marché des droits, et ce, afin de maximiser la diffusion sur plusieurs plateformes du contenu appuyé par le FMC au profit de l'auditoire canadien et afin de maximiser le rendement du capital investi pour les projets dans lesquels le FMC participe au capital.

3.2.MN Composantes médias numériques

La composante médias numériques d'un Projet admissible doit être un projet audio²¹, audiovisuel, multimédia ou interactif promotionnel qui :

- a) est associé ou dérivé de la composante télévision financée par le FMC;
- b) est accessible au public canadien par l'entremise d'un réseau numérique, y compris Internet et les télécommunications mobiles;
- c) offre à l'auditoire une expérience numérique ou de médias sociaux cohérente avant, pendant et après la diffusion de la composante télévision, accroît l'expérience de l'auditoire au-delà de la composante télévision et vise à augmenter la fidélité de l'auditoire et la découvrabilité envers la composante télévision;
- d) rencontre un ou plusieurs des éléments suivants :
 - 1. Contenu original interactif ou linéaire lié à la composante télévision, créé spécifiquement pour être consommé sur des plateformes médias numériques;
 - 2. Activités et applications de promotion, de mise en marché et de découvrabilité ayant recours aux médias sociaux ou numériques en vue de situer, d'accroître ou d'attirer des auditoires;
 - 3. Activités interactives en ligne offrant une expérience synchronisée au cours de la diffusion de la composante télévision.

²¹ Par exemple, les balados, les livres audio et les applications pour haut-parleurs intelligents.

3.2.MN.1 Contenu canadien

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) ses droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon suffisante et significative par des Canadiennes ou des Canadiens;
- b) elle est produite au Canada et au moins 75 % des dépenses admissibles sont des dépenses canadiennes.

Pour être admissibles, les coproductions de contenu médias numériques doivent être conformes au [Cadre de coproduction internationale en médias numériques](#).

3.2.MN.2 Contenu non admissible

Voici une liste non exhaustive des types de contenu qui ne sont pas admissibles à titre de composante médias numériques : les projets à caractère industriel ou corporatif, les projets élaborés dans le cadre d'un programme d'étude et les logiciels d'exploitation.

3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyennes ou citoyens canadiens ou de personnes ayant le statut de résident permanent;
- c) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation nécessaires pour produire le projet;
- d) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet médias numériques au Canada et à l'étranger (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas), et il conserve un intérêt financier permanent dans le projet.

Remarque : Ces critères doivent être interprétés de manière à permettre aux coproductions internationales ayant un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable d'accéder à une aide financière du FMC. Pour être admissibles, les coproductions de contenu médias numériques doivent être conformes au [Cadre de coproduction internationale en médias numériques](#).

3.2.MN.4 Financement du télédiffuseur

Dans les cas où le Projet admissible comporte une composante MN, en contrepartie des droits sur le contenu numérique original liés à la composante MN, la contribution du Télédiffuseur canadien à la composante MN, le cas échéant, sera incorporée à l'exigence seuil en matière de droits de diffusion, en fonction de la totalité des dépenses admissibles de l'ensemble du Projet admissible (voir la section 2.3.2).

3.2.MN.5 Exigences diverses

Une composante médias numériques :

- a) doit être accessible au public canadien de manière significative; la portée particulière du terme « significative » dépendra de la nature de la composante médias numériques et de son plan de distribution; le FMC déterminera cette portée au cas par cas, mais, en règle générale, en l'absence d'un plan de distribution ou d'exploitation acceptable indiquant le contraire, le FMC considère que la composante médias numériques devra être accessible au public canadien durant au moins trois mois, simultanément à la composante télévision associée;
- b) doit être réalisée conjointement à une composante télévision pertinente et cohérente. La pertinence et la cohérence seront déterminées en fonction de la nature de la ou des composantes médias numériques et de l'équilibre relatif

entre la composante télévision et la ou les composantes médias numériques. En outre, le projet doit offrir une expérience cohérente qui augmente cumulativement l'engagement de l'auditoire envers le projet dans son ensemble. Le FMC déterminera au cas par cas si la composante télévision et sa ou ses composantes médias numériques sont cohérentes et pertinentes;

- c) ne peut contenir des éléments de violence excessive, de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle, ou des éléments obscènes, indécents, de pornographie juvénile selon les termes du Code criminel (et ses amendements éventuels), diffamatoires ou illégaux, de quelque manière que ce soit.